

Déclaration Publique d'Intérêts

Le 10/03/2023 14:58:29

Je soussigné(e) **FABRI Stéphane** né(e) **FABRI Stéphane**

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts, direct ou par personne interposée, que j'ai ou ai eu au cours des cinq dernières années, avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes au sein duquel/desquels j'exerce mes fonctions ou ma mission, ou de l'instance/des instances collégiale(s), commission(s), conseil(s), groupe(s) de travail dont je suis membre ou auprès duquel/desquels je suis invité(e) à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Il m'appartient, à réception soit de l'ordre du jour de chaque réunion pour laquelle je suis sollicité(e), soit de l'expertise que l'organisme souhaite me confier, de vérifier si l'ensemble de mes liens d'intérêts sont compatibles avec ma présence lors de tout ou partie de cette réunion ou avec ma participation à cette expertise. En cas d'incompatibilité, il m'appartient d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, ma présence est susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions, recommandations, références ou avis subséquents et d'entraîner leur annulation.

J'indique mon numéro RPPS (répertoire partagé des professionnels de santé), si je suis un professionnel de santé :

Je m'engage à actualiser ma DPI à chaque modification de mes liens d'intérêts. En l'absence de modification, je suis tenu(e) de vérifier ma DPI au minimum annuellement.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées au I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

1. Activité(s) principale(s), rémunérée(s) ou non, exercée(s) actuellement et au cours des 5 dernières années, à temps plein ou à temps partiel

Activité(s) libérale(s)

MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE

Établissement : SELARL CETAL

Adresse : 2 place de l'Europe 34430 ST JEAN DE VEDAS FRANCE

Période : 30/09/2020 à aujourd'hui

MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE

Établissement : Clinique Saint Jean Sud de France

Adresse : 1 place de l'Europe 34430 ST JEAN DE VEDAS FRANCE

Période : 30/09/2020 à aujourd'hui

MASSEUR-KINÉSITHÉRAPEUTE

Établissement : Centre de rééducation orthosport

Adresse : 180 route de la pompignane
Bat C 34170 CASTELNAU LE LEZ FRANCE

Période : 16/12/2017 à aujourd'hui

2. Activité(s) exercée(s) à titre secondaire

2.1. Participation à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

CMK / CNP MASSO-KINÉSITHÉRAPIE

Fonction occupée : membre du conseil d'administration
Membre du bureau : Président

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 1 800 euros

Période : 29/06/2022 à aujourd'hui

SYNDICAT FFMKR

Fonction occupée : Secrétaire délégué à la formation continue

Rémunération : aucune

Période : 15/06/2021 à aujourd'hui

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE DES MK OCCITANIE

Fonction occupée : membre du conseil
membre du bureau : vice-président

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 10 000 euros

Période : 15/04/2021 à aujourd'hui

FORMATOPS

Fonction occupée : concepteur formateur

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 1 500 euros

Période : 02/01/2018 à aujourd'hui

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE DES MK OCCITANIE

Fonction occupée : membre du conseil
membre du bureau : trésorier
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 10 000 euros
Période : 20/11/2017 - 15/04/2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORDRE DES MK HÉRAULT

Fonction occupée : membre du conseil
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 400 euros
Période : 15/04/2014 à aujourd'hui

CEFIPS FORMATION

Fonction occupée : Formateur Occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 4 000 euros
Période : 15/01/2014 à aujourd'hui

TM INSTITUTE

Fonction occupée : Formateur occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 12 000 euros
Période : 04/02/2013 - 07/12/2015

INSTITUT NATIONAL DE LA KINÉSITHÉRAPIE (INK)

Fonction occupée : Formateur occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 8 000 euros
Période : 15/01/2011 à aujourd'hui

CEVAK FORMATION

Fonction occupée : Formateur Occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 4 000 euros
Période : 15/01/2010 à aujourd'hui

IFMK MONTPELLIER

Fonction occupée : Enseignant occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 2 000 euros
Période : 15/02/2006 à aujourd'hui

SFMKS

Fonction occupée : Formateur occasionnel
Rémunération : Au déclarant
Montant perçu (Déclarant) : Total 4 000 euros
Période : 15/01/2004 - 15/01/2018

2.2. Activité(s) de consultant, de conseil ou d'expertise exercée(s) auprès d'un organisme public ou privé entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

SANOFI

Fonction occupée : consultant et expertise pour la réalisation d'un film sur la douleur chronique

Sujet : Les thérapies numériques et la réalité virtuelle pour la prise en charge de la douleur chronique

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 700 euros

Période : 18/03/2023 - 18/03/2023

CONSEIL NATIONAL DE CERTIFICATION PERIODIQUE

Fonction occupée : Membre de l'instance collégiale

Sujet : certification périodique des professionnels de santé

Rémunération : aucune

Période : 14/07/2022 à aujourd'hui

ANDPC

Fonction occupée : président de CSI des professions paramédicales et préparateur en pharmacie

Sujet : evaluation des actions de formation rentrant dans le champs du DPC

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Annuel 4 000 euros

Période : 10/01/2019 à aujourd'hui

ANDPC

Fonction occupée : Membre de la CSI interprofessionnelle

Sujet : Evaluation des actions de formation entrant dans le champs du DPC

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Annuel 1 500 euros

Période : 11/11/2016 à aujourd'hui

2.3. Participation(s) à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.3.1 Participation à des essais et études

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.3.2 Autres travaux scientifiques

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.4. Rédaction d'article(s) et intervention(s) dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.4.1 Rédaction d'article(s)

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.4.2 Intervention(s)

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.5. Invention ou détention d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en

matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

3. Direction d'activités qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières directes, sous forme d'actions ou d'obligations détenues et gérées directement ou de capitaux propres dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents ayant des activités ou des intérêts financiers dans toute structure dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

6. Fonctions et mandats électifs exercés actuellement

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

7. Autre lien, dont vous avez connaissance, qui est de nature à faire naître des situations de conflits d'intérêts

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique